

Comment mettre l'économie au service de toute la population ? Quelques propositions ingénues d'un démo-économiste sur l'avenir de l'anthropocène

Jean-Marie Cour, 20 décembre 2018.

Dans une autre tribune intitulée « Gérer le peuplement et la transformation structurelle en Afrique Sub-Saharienne », je montre que l'aide au développement telle qu'elle est conçue et mise en œuvre depuis les années 1960 a pour principaux défauts d'être anhistorique, « utopique » au sens étymologique, trop « désincarnée » c'est-à-dire avec une vision de la démographie trop réductrice, et trop démostatique, c'est-à-dire avec une insuffisante prise en compte des dynamiques de peuplement, et je dis que le principal enjeu du développement est de faire en sorte que l'économie populaire, dont dépendent 80 % de la population, et l'économie formelle, qui assure 80% du PIB, puissent coexister et prospérer ensemble, alors que ces deux composantes de l'économie réelle obéissent à des logiques différentes et s'appuient sur des institutions, des modes de fonctionnement, des marchés, des systèmes de prix, des modes de mobilisation des ressources différents.

Dans son livre « D'une révolution à l'autre », Philippe Herzog montre que, pour venir à bout des maux dont souffrent les pays membres de l'Union Européenne et pour vaincre l'euroscpticisme, « nous devons apprendre à ne plus séparer le social de l'économique et à civiliser la mondialisation ».

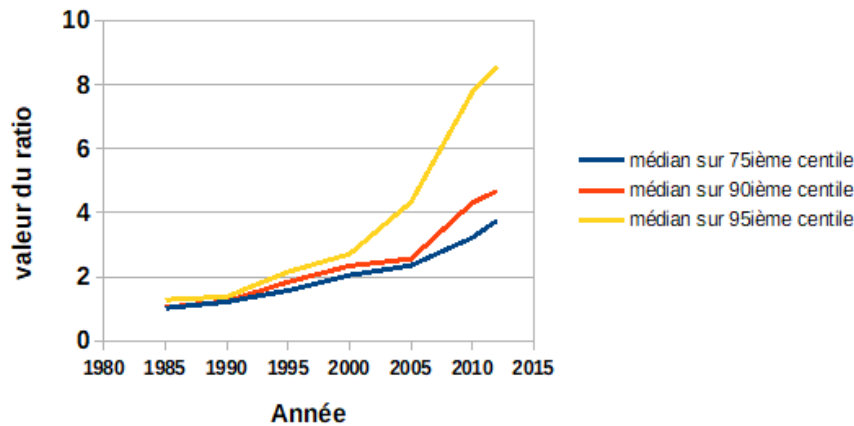
Dans « L'homme inutile », Pierre Noel Giraud note que les firmes et autres institutions déterritorialisées et à logique planétaire contribuent à fracturer l'humanité entre une minorité de « nomades » et une majorité de « sédentaires » ou « ex- sédentaires », plus ou moins périphériques, parmi lesquels un nombre croissant de personnes qu'il appelle les inutiles, au double sens du terme : inutiles aux autres (de peu d'importance dans la compétition mondiale) et inutiles à eux-mêmes.

Le rapprochement entre ces trois constats concernant l'avenir de l'Afrique, de l'Europe et du monde incite à se demander s'il n'est pas temps de remettre en cause le paradigme de l'économie qui semble s'imposer comme une évidence à l'ensemble de la planète. Alors que l'objet central de cette économie, qui se présente comme science de la société, devrait être la répartition des richesses et donc la maîtrise des inégalités et non pas la croissance du volume des biens produits dans ce monde, le moins qu'on puisse dire est que, sur ce sujet des inégalités, les performances ne sont pas au rendez-vous.

Le graphique ci-après présente l'évolution dans le temps du **rapport** entre le revenu médian de la population mondiale et le revenu moyen par habitant de divers sous-ensembles de pays situés au-delà de la médiane : en bleu le revenu moyen du dernier quart de la population mondiale (75^{ième} centile et au-delà), en rouge celui du dernier dixième de la population mondiale, (90^{ième} centile et au-delà) et en jaune celui du dernier vingtième les plus défavorisés (95^{ième} au 100^{ième} centile : les gilets jaunes de la planète ?).

Ce graphique montre que la divergence entre le revenu médian mondial et le revenu à tous les quantiles au-delà du revenu médian n'a cessé de croître au cours des trois dernières décennies, avec une accélération du phénomène depuis 2005.

Rapport entre le revenu médian et le revenu à divers centiles



L'indicateur de divergence utilisé dans ce graphique ne tient pas compte de l'incidence des distributions des revenus au sein de chaque pays. Or, tous les pays, si pauvres soient-ils, disposent d'une « hyper élite », correspondant au premier millième de la distribution des revenus. Ces « hyper élites » sont aujourd'hui largement mondialisées, et ont des modes de vie et des revenus réels très comparables. Ce phénomène, de plus en plus marqué avec la mondialisation et l'Internet, tire progressivement vers le haut les besoins ressentis par les autres catégories favorisées (le premier centile, voire le premier décile) en contact avec ces « hyper élites ». Ce phénomène de « contagion » par les élites de l'ensemble du monde a pour conséquence que la distribution des revenus est presque toujours plus inégalitaire dans les pays moins avancés que dans les pays riches. Les disparités de revenus et la vitesse de divergence sont donc plus importantes que ne le montre le graphique précédent.

La formidable croissance de la production mondiale que l'économie de marché a engendrée permet sans doute que le revenu par habitant des personnes les plus défavorisées progresse et dépasse presque partout le niveau de survie. Mais la maîtrise des inégalités semble plus que jamais hors de portée, et aussi chimérique que la quête éternelle du graal. Le type de société auquel on est ainsi conduit est fort peu compatible avec la devise « liberté, égalité, fraternité » adoptée par la France en 1848, ainsi qu'avec l'esprit même de la démocratie.

Du communisme au libéralisme et au capitalisme, tous les systèmes économiques et politiques instaurés depuis la chute de l'ancien régime ont à cet égard failli, parce qu'ils portaient en eux-mêmes les raisons de cet échec, dont la plus manifeste est leur prétention à l'objectivité, à l'universalité, et l'affirmation de l'absence de toute alternative. Toutes proportions gardées, ces systèmes sont tombés dans un piège analogue à celui auquel ont été confrontées les religions depuis l'abolition des polythéismes et l'émergence des religions monothéistes, détentrices de la vérité, et qui de ce fait ont pris le risque de diviser plutôt que de relier.

J'interprète cette accélération de la divergence des niveaux de vie et les frustrations qui en résultent pour les populations les moins favorisées comme la conséquence inéluctable de la mondialisation de l'économie de marché. Pour survivre ou pour tenir son rang dans un tel système capitaliste et concurrentiel, chaque pays ou région du monde est incité à produire plus, à être plus productif et plus compétitif que ses concurrents, à valoriser ses avantages comparatifs, à se spécialiser sur tel ou tel marché, et à favoriser ses champions.

Comme en Afrique et pour les mêmes raisons, l'économie de la planète reste donc fondamentalement de nature duale. On ne peut espérer que les disparités de revenus entre pays et internes à chaque pays, qui sont l'une des causes de l'insécurité, se résorbent rapidement parce que cette dualité est consubstantielle du système économique et du mode d'organisation sociale qui domine aujourd'hui le monde, et qui est à l'origine de la globalisation.

Qu'en conclure ? Je suis tenté de dire que, en dépit des apparences, le monde a en quelque sorte restauré une forme d'ancien régime, un régime aussi dual que le précédent, où ne s'opposent plus la ville et le milieu rural, le seigneur et le serf, mais les métropoles branchées sur l'économie mondiale et les périphéries, et basé sur une nouvelle définition et un nouveau mode de reproduction des élites, qui sont aussi mondialisées qu'avant.

Si l'ancien régime a tenu de nombreux siècles, c'est sans doute parce que le progrès technique était beaucoup plus lent qu'aujourd'hui, mais aussi parce que ses institutions étaient adaptées aux besoins du temps, et que les dirigeants étaient assez habiles à gérer les soubresauts et les crises localisées auxquels ils avaient à faire face. Quelle leçon pourrait-on aujourd'hui retenir d'une étude attentive de ces institutions, par exemple en matière de gouvernance locale, de partage des pouvoirs et des contre-pouvoirs, de gestion monétaire, qui s'accommodait de la coexistence de plusieurs monnaies ? Le mouvement des gilets jaunes s'apparente-t-il aux jacqueries des 16^{ème} et 17^{ème} siècles ? Si oui, comment ce mouvement aurait-il alors été traité ?

Après nombre de crises, de jacqueries et de soubresauts localisés plus ou moins violents mais suivis d'accalmie, l'ancien régime a fini par tomber, non sous la pression du peuple mais de la nouvelle élite naissante, laïque, urbaine et lettrée, et de la révolution industrielle. Comme tous les régimes qui l'ont précédé, le capitalisme ne pourra sans doute pas échapper ni à ces soubresauts localisés, ni à des remises en cause de fond en comble, avant peut-être de sombrer.

Où se produiront les prochains soubresauts localisés ? Les zones dont la fragilité résulte notamment des anomalies de peuplement sont aisément identifiables, et c'est dans ces zones que les risques sont les plus grands.

Quelles seront les causes de ces soubresauts ? La première est l'accélération du temps et le rythme des révolutions technologiques, qui vont plus vite que le système ne peut le supporter. Chaque acteur se doit pour survivre de tirer tout le parti possible de la nouvelle révolution digitale et de la robotisation. Comment gérer les innombrables télescopages qui en résultent notamment sur les marchés de l'emploi, entre pénuries de compétences et surabondance des « inutiles » ? Comment gérer les pressions migratoires entre les pays et

régions en voie de peuplement et les pays murs, arrivés, qui sont déjà en voie de dépeuplement mais qui sont les plus hostiles aux migrations ?

On n'arrête pas le progrès, mais on doit pouvoir tempérer les ardeurs des GAFA et le rythme de destruction des emplois menacés par l'intelligence artificielle et la robotisation. L'annexe 1 propose d'expérimenter un mécanisme simple, consistant à moduler le prélèvement sur les entreprises par la TVA en fonction du contenu en emploi de leur valeur ajoutée.

Ce n'est évidemment qu'une mesurette, peut-être intéressante pour réduire la pression à court et moyen termes, mais qui ne dispense pas de la nécessité de s'attaquer au problème de fond, c'est-à-dire à réhumaniser le paradigme de l'économie, dont j'ai montré qu'il est utopique, au sens étymologique, désincarné et démostatique.

Dans un premier temps, je propose de reconnaître et d'accepter que l'économie réelle dans laquelle vit l'humanité est de nature duale, et que, sauf changement radical de paradigme, cette dualité ne va pas disparaître, mais est probablement destinée à s'affirmer. Plutôt que de faire semblant d'ignorer ce phénomène ou de se contenter d'y répondre par des mesures d'urgence au gré des soubresauts et des crises, il n'y a d'autre solution rationnelle pour la communauté internationale que d'en prendre son parti, d'en tirer toutes les conséquences en termes de systèmes explicatifs, de politiques, d'ingénierie institutionnelle, de gestion monétaire, de fiscalité, et d'organisation de l'économie monde.

Sans prétendre pousser trop loin l'analogie avec les propositions que j'ai formulées pour la gestion des rapports entre les deux composantes, populaire et formelle, de l'économie réelle des pays en voie de peuplement, je propose dans l'annexe 2 quelques pistes de réflexion à méditer.

Les soubresauts localisés ou concernant tel ou tel secteur finiront par aboutir à la nécessité d'une remise en cause de fond en comble du système capitaliste, et cette remise en cause sera d'autant plus sanglante que l'on aura tardé à faire des progrès significatifs en matière de gouvernance planétaire à la hauteur des défis de l'économie globale. Si tout le monde se laisse convaincre par les sceptiques qu'un tel objectif de gouvernance planétaire serait contraire aux aspirations des peuples et serait donc aussi chimérique que la quête éternelle du graal, nous ne pouvons exclure que l'humanité soit un jour ramenée au stade où elle en était à la fin de l'empire romain et lors des grandes invasions des « barbares ».

La seule conclusion que je puisse tirer de ces élucubrations est qu'il serait opportun d'inventer une sorte de GIEC, comparable à celui instauré pour le changement climatique, et dont le but serait de rassembler le maximum de compétences pour l'étude prospective des risques d'effondrement, évidemment réversible mais couteux, de la géopolitique de l'anthropocène.